

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 août 2024
Français
Original : anglais

Lettre datée du 7 août 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint (voir annexe) une lettre datée du 7 août 2024 émanant du Représentant permanent de la République du Botswana auprès de l'Union africaine et Président du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour le mois d'août 2024, Tebelelo Alfred Boang, vous transmettant le communiqué PSC/PR/COMM.1225 (2024) et le concept d'opérations stratégique pour la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

L'Ambassadeur, Représentant permanent de l'Algérie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
Coordonnateur des membres africains du Conseil de sécurité
(Signé) Amar **Bendjama**



**Annexe à la lettre datée du 7 août 2024 adressée au Président du
Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Algérie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, je vous informe que lors de sa 1225^e réunion, tenue le 1^{er} août 2024, le Conseil de paix et de sécurité a adopté le concept d'opérations de la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie et approuvé la mise en place de la nouvelle mission.

Par conséquent, au nom du Conseil de paix et de sécurité, je transmets aux membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, pour information et pour examen comme documents de travail, le communiqué PSC/PR/COMM.1225 (2024) (voir pièce jointe I) et le concept d'opérations de la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (voir pièce jointe II).

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine saurait gré au Conseil de sécurité de l'ONU de donner une suite favorable aux deux documents de travail et d'autoriser le mandat de la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie.

Le Représentant permanent de la République
du Botswana auprès de l'Union africaine,
Président du Conseil de paix et de sécurité
de l'Union africaine pour août 2024
(Signé) Tebelelo Alfred **Boang**

Pièce jointe I

[Original : anglais et français]

Communiqué

Adopté par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) à sa 1225^e réunion tenue le 1^{er} août 2024 sur l'examen du Concept d'opérations (CONOPS) de la mission qui sera conduite par l'UA en Somalie après le retrait de l'ATMIS.

Le Conseil de paix et de sécurité.

Rappelant toutes ses décisions et déclarations antérieures sur la situation en Somalie et sur l'ATMIS, en particulier les communiqués [PSC/PR/COMM.1217(2024)] adopté à sa réunion tenue le 20 juin 2024 sur le rapport de la Commission de l'Union africaine sur l'évaluation stratégique conjointe des arrangements de sécurité pour l'après-ATMIS en vue d'une mission conduite par l'UA en Somalie, [PSC/PR/COMM.1205 (2024)] adopté à sa 1205^e réunion tenue le 3 avril 2024 sur le Plan du Gouvernement fédéral de Somalie pour une mission post-ATMIS de l'UA en Somalie, [PSC/PR/COMM.1177(2023)], adopté à sa 1177^e réunion tenue le 30 septembre 2023 sur la requête du Gouvernement fédéral de la Somalie aux fins d'observer une pause technique de trois mois dans l'exécution de la phase 2 concernant le retrait de 3000 hommes de l'ATMIS, [PSC/PR/COMM.1173 (2023)] adopté à sa 1173^e réunion, tenue le 14 septembre 2023, sur la situation en Somalie et les opérations de l'ATMIS et [PSC/PR/COMM.1068(2022)] adopté à sa 1068^e réunion, tenue le 8 mars 2022, sur la reconfiguration de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) ;

Rappelant également la résolution 2628(2022) du Conseil de sécurité des Nations unies qui a autorisé la reconfiguration de l'AMISOM en ATMIS et la résolution 2710(2023) qui a autorisé les États membres de l'UA à déployer jusqu'à 17626 personnels en uniforme dans le cadre de l'ATMIS et ce, jusqu'au 31 décembre 2023, ainsi que la résolution 2741(2024) à la finalisation de la conception globale de la mission de suivi qui prendra la relève de l'ATMIS, à l'évaluation de ses implications pour les Nations unies et à l'estimation des ressources requises pour la mission et des coûts y afférents ;

Réaffirmant la solidarité de l'UA avec le peuple et le Gouvernement fédéral de Somalie dans leurs aspirations à la paix, à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité durables ;

Réitérant le respect de l'UA pour la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République fédérale de Somalie ;

Notant les remarques d'ouverture de S.E. l'Ambassadeur Tebelelo Alfred Boang, Représentant permanent de la République du Botswana auprès de l'UA et Président du CPS pour le mois d'août 2024, et la déclaration liminaire et la présentation du Concept d'opérations (CONOPS) pour la Mission post-ATMIS de l'UA en Somalie par S.E. l'Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, ainsi que les déclarations de S.E. Ambassadeur Abdullahi Warfa, Représentant permanent de la République fédérale de Somalie auprès de l'UA, et du Représentant de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ; et

Agissant en vertu de l'article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité,

1. **Prend note** des progrès significatifs accomplis en Somalie, notamment en matière d'acquis sécuritaires et politiques enregistrés depuis le déploiement de l'UA en 2007 ;

2. **Se déclare gravement préoccupé** par la menace que continue de faire peser Al Shabaab sur la paix et la sécurité en Somalie et dans la région et **condamne** les attaques récentes contre les forces de sécurité somaliennes et les forces de l'ATMIS dans le Bas-Shabele ;

3. **Félicite** le Gouvernement fédéral de Somalie, tous les pays contributeurs de troupes et de police (PCT/P) de l'AMISOM et de l'ATMIS pour leur engagement et leurs sacrifices continus, **leur rend hommage** pour les pertes en vies humaines survenues depuis 2007, **présente** ses condoléances aux familles de toutes les personnes qui ont payé de leur vie en Somalie et **souhaite un prompt rétablissement** à tout le personnel blessé de l'UA ;

4. **Adopte** le Concept d'opérations (CONOPs) stratégique pour la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM) soumis par la Commission suite à des concertations approfondies avec l'ATMIS, le GFS, les Nations unies et les partenaires internationaux, tel que stipulé dans le communiqué 1217 du CPS du 20 juin 2024 ; et **approuve** la mise en place de la nouvelle mission dénommée « Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM) » ;

5. **Salue** le renforcement du partenariat entre l'UA, le GFS et les principaux partenaires internationaux en vue de faciliter l'exécution efficace et efficiente du mandat de l'AUSSOM nouvellement mise en place ;

6. **Exprime sa gratitude** aux Nations unies et à tous les partenaires internationaux pour leur engagement et leurs efforts indéfectibles en faveur de la paix et de la stabilité en Somalie, ainsi que pour leurs contributions inestimables lors des concertations en vue de la finalisation du CONOPs pour la mission qui sera conduite par l'UA en Somalie après le retrait de l'ATMIS ;

7. **Réaffirme** l'engagement continu de l'UA à veiller à ce que l'AUSSOM exécute son mandat conformément au cadre stratégique de l'Union africaine pour la conformité et la responsabilité, y compris dans le respect du droit régional et international en matière de droits de l'homme, du droit international humanitaire et de toutes les autres politiques, lignes directrices et mécanismes pertinents de l'Union africaine ;

8. **Souligne la nécessité** d'une évaluation approfondie de l'impact et des implications de la phase 3 du retrait de l'ATMIS afin d'éviter tout vide sécuritaire pendant la phase de transition vers l'AUSSOM ; et **réitère sa demande à** la Commission de l'UA de mener des concertations avec les pays contributeurs de troupes/police (PCT/P), le GFS et les Nations unies, et de faire rapport au Conseil d'ici à la fin du mois de septembre 2024 sur cette question ; à cet égard, **encourage** le Gouvernement fédéral de Somalie et tous les PCT/P de l'ATMIS à travailler de concert pour assurer une transition sans heurts de l'ATMIS à la nouvelle mission ;

9. **Souligne la nécessité impérieuse** d'accroître l'aide au Gouvernement fédéral de Somalie dans la mobilisation des ressources en vue de réaliser les priorités en matière de stabilisation et d'édification de l'État, ainsi que la nécessité d'assurer un transfert sans heurts et ordonné des responsabilités en matière de sécurité aux forces de sécurité somaliennes compétentes **réaffirme en outre** la nécessité impérieuse de renforcer les capacités et l'autonomisation des forces de sécurité

somaliennes et **encourage** le Gouvernement fédéral de la Somalie à accélérer le processus de constitution et d'intégration des forces ;

10. **Souligne l'importance** d'un financement prévisible, durable et adéquat de l'AUSSOM et, à cet égard, **insiste sur la nécessité** d'un mécanisme de financement spécifique par le biais des contributions statutaires des Nations unies, conformément à la résolution 2719 (2023) du Conseil de sécurité des Nations unies afin d'éviter les défis financiers récurrents auxquels ont été confrontées les missions précédentes ;

11. **Demande** à la Commission de l'UA de continuer à collaborer étroitement avec les Nations unies, l'Union européenne et tous les partenaires stratégiques pour assurer à l'AUSSOM un financement adéquat, prévisible et durable et d'autres formes de soutien en vue de combler les déficits financiers, et de faire rapport au Conseil d'ici septembre 2024 sur les sources de financement supplémentaires potentielles ;

12. **Souligne l'importance** d'assurer une protection et une capacité de survie crédibles aux forces de l'AUSSOM, y compris en termes de renforcement des capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, de catalyseurs et de multiplicateurs de force, afin d'éviter les défis rencontrés par les missions antérieures de l'UA en Somalie ;

13. **Se félicite** de l'offre de l'Égypte et de Djibouti de contribuer aux éléments de l'AUSSOM et **encourage** les autres États membres en mesure de le faire, de contribuer à l'AUSSOM ; en outre, **prend note** de la disponibilité de la République de Djibouti de déployer, dès que possible, son Unité de police constituée (FPU) à l'ATMIS ;

14. **Souligne la nécessité** pour les pays contributeurs de troupes/police (PCC/P) de l'AUSSOM de respecter les principes de la mission tels qu'ils sont énoncés dans le CONOPs ;

15. **Souligne l'importance** d'une coordination renforcée entre l'AUSSOM et le Gouvernement fédéral de Somalie, les PCT/P, l'IGAD, les Nations unies et tous les autres partenaires stratégiques, ainsi que l'importance d'établir des voies de communication claires, un processus de planification conjoint et des mécanismes de partage régulier de l'information ;

16. **Souligne la nécessité** pour l'AUSSOM d'intégrer la reconstruction et le développement post-conflit, ainsi que des composantes de consolidation de la paix et, à cet égard, **insiste sur** le rôle essentiel du Centre RDPC de l'UA dans les efforts visant à reconstruire les capacités institutionnelles du Gouvernement fédéral de Somalie ;

17. **Demande** à la Commission de l'UA d'accélérer la finalisation des enseignements tirés et des bonnes pratiques de l'AMISOM et de l'ATMIS de faire rapport au Conseil d'ici décembre 2024 ;

18. **Demande** à la Commission de l'UA de transmettre le CONOPs et le présent communiqué au Président du Conseil de sécurité des Nations unies et au Secrétaire général des Nations unies pour transmission au Conseil de sécurité des Nations unies pour examen et autorisation du mandat de la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie ; et

19. **Décide** de demeurer activement saisi de la question.

Pièce jointe II

[Original : anglais et français]

CONCEPT D'OPÉRATIONS (CONOPS) STRATÉGIQUE POUR LA MISSION D'APPUI ET DE STABILISATION DE L'UNION AFRICAIN EN SOMALIE (AUSSOM)

PRINCIPALES RÉFÉRENCES

- A. Acte constitutif de l'Union africaine (2000) ;
- B. Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ;
- C. Communiqués 1068 (2022), 1094 (2022), 1121 (2022), 1143 (2023), 1173 (2023), 1177 (2023), 1205 (2024) et 1217 (2024) du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ;
- D. Résolutions [2628 \(2022\)](#), [2670 \(2022\)](#), [2687 \(2023\)](#), [2710 \(2023\)](#), [2719 \(2023\)](#) et [2741 \(2024\)](#) du Conseil de sécurité des Nations unies ;
- E. Doctrine de l'Union africaine sur les opérations de soutien à la paix (2021) ;
- F. Conférence sur la sécurité en Somalie, Communiqué (12 décembre 2023) ;
- G. Plan de développement du secteur de la sécurité de la Somalie
- H. Concept d'opérations de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (2022-2023) ;
- I. Évaluation technique conjointe, Gouvernement fédéral de la Somalie-Union africaine (septembre 2023) ;
- J. Évaluation technique conjointe, Gouvernement fédéral de la Somalie-Union africaine (mars 2024) ;
- K. Rapport national d'évaluation des menaces du GFS
- L. Cadre stratégique de conformité et de responsabilité de l'Union africaine pour les opérations de soutien à la paix (2023) ;
- M. Union africaine, Rapport d'évaluation stratégique conjointe (mai 2024).

SIGLES ET ACRONYMES

| | |
|---------|---|
| AAR | Appui aérien rapproché |
| AMISOM | Mission de l'Union africaine en Somalie |
| ATMIS | Mission de transition de l'Union africaine en Somalie |
| AUCF | Cadre de conformité de l'Union africaine |
| BLAC | Base logistique avancée commune |
| BLOC | Base logistique opérationnelle commune |
| BOA | Bases opérationnelles avancées |
| CAS | Approche globale de la sécurité |
| CASEVAC | Évacuation des blessés |
| CCOC | Centre de coordination des opérations conjointes |
| C-IED | Lutte contre les engins explosifs improvisés |
| CIMIC | Coopération civilo-militaire |
| CM | Chef de mission |
| CONOPS | Concept d'opérations |
| CSNU | Conseil de sécurité des Nations unies |
| DIDH | Droit international relatif aux droits de l'homme |
| DIH | Droit international humanitaire |
| EAS | Exploitation et abus sexuels |
| EEI | Engin explosif improvisé |
| EMF | États membres fédéraux |
| FSS | Forces de sécurité somaliennes |
| GAO | Groupes armés d'opposition |
| GFS | Gouvernement fédéral de Somalie |
| HRDDP | politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme |
| ISIL | État islamique en Irak et au Levant |
| ISR | Intelligence, Surveillance et Reconnaissance |
| JSA | Évaluation stratégique conjointe |
| JSOC | Centre d'opérations de soutien conjoint |
| JTA | Évaluation conjointe des menaces |
| MEDEVAC | Évacuation médicale |
| MER | Mission d'évaluation rapide |
| MEU | Unité d'appui à la mission |
| MSR | Principale route d'approvisionnement |
| ORA | Évaluation de l'état de préparation opérationnelle |
| PCP | Pays contributeur de police |

| | |
|---------|---|
| PCT | Pays contributeurs de troupes |
| PDI | Personnes déplacées internes |
| RDPC-UA | Reconstruction et développement post-conflit de l'Union africaine |
| SNAF | Forces armées nationales somaliennes |
| SNS | Stratégie nationale de stabilisation |
| SPF | Force de police somalienne |
| SRCC | Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine |
| SSDP | Plan de développement du secteur de la sécurité de la Somalie |
| STP | Plan de transition pour la Somalie |
| UAV | véhicule aérien sans pilote |
| ZdR | Zone de responsabilité |
| ZNR | Zone nouvellement récupérée |
| ZO | Zone d'opérations |

I. PRÉAMBULE

1. Le 15 novembre 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) a adopté la résolution [2710 \(2023\)](#), qui demande instamment au Gouvernement fédéral de Somalie, en collaboration avec les Nations unies, l'Union africaine, l'Union européenne et d'autres partenaires internationaux, d'évaluer les besoins en matière de soutien international continu au secteur de la sécurité de la Somalie. La résolution souligne en outre l'importance de l'appropriation par les Somaliens de la phase post-ATMIS en vue d'élaborer un plan global assorti d'objectifs réalisables et concrets, d'un calendrier clairement défini et des ressources nécessaires.

2. Le 12 décembre 2023, le Président de la République fédérale de Somalie, S.E. Hassan Sheikh Mohamud, a convoqué la Conférence sur la sécurité en Somalie à New York (États-Unis d'Amérique). Cette conférence a été organisée conjointement par l'Union africaine, l'Union européenne, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, les Nations unies et les États-Unis d'Amérique, et 28 amis et partenaires de la Somalie y ont participé.

3. Le 26 mars 2024, le GFS a présenté au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine une proposition relative aux arrangements de sécurité après l'ATMIS. Le cadre de sécurité proposé vise à marquer une rupture avec les missions antérieures de l'UA tout en s'appuyant sur les acquis de l'AMISOM et de l'ATMIS. Il tient compte de l'évolution du contexte local et vise à mieux répondre aux besoins actuels et à mieux s'adapter à l'objectif visé. Par conséquent, la proposition demande que la nouvelle mission soit limitée en termes de portée, de taille et de durée. Elle préconise en outre que la nouvelle mission offre un soutien ciblé pour combler des lacunes spécifiques en matière de capacités et qu'elle définisse une stratégie de sortie claire.

4. Le rapport de l'évaluation technique conjointe de mars 2024 et l'évaluation stratégique conjointe mai 2024 ont souligné le fait qu'Al-Shabaab et d'autres groupes armés ne peuvent être vaincus uniquement par des moyens militaires. Alors que l'ATMIS entame son retrait, Al-Shabaab continue d'augmenter ses effectifs et de maintenir ses capacités. Le plan de développement du secteur de la sécurité de la Somalie (SSDP) de novembre 2023 adopte une approche multidimensionnelle pour vaincre Al-Shabaab, qui ne se limite pas aux seules actions militaires. Il s'agit notamment de mener une guerre idéologique et financière et de désorganiser les opérations d'Al-Shabaab. L'approche comprend six volets principaux, à savoir la sécurité des centres urbains, la lutte contre le financement du terrorisme, la communication stratégique, l'idéologie, l'opération de libération et la stabilisation dans le cadre de la stratégie globale. Le GFS reconnaît l'importance d'une approche globale de la sécurité et d'une unité d'action pour la réussite du programme de développement du secteur de la sécurité en vue d'instaurer la paix et la sécurité en Somalie.

II. PRINCIPES

5. The new mission will be underpinned by the following principles.

a) La souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale de Somalie doivent être respectées à tout moment, conformément à l'article 3(b) de l'Acte constitutif de l'Union africaine et au droit international applicable.

b) L'appropriation et le leadership nationaux par le Gouvernement fédéral de Somalie (GFS) ;

c) Le respect du mandat continental et du leadership de l'Union africaine ;

d) La responsabilité mutuelle entre toutes les parties prenantes à la réforme et au développement du secteur de la sécurité en Somalie.

e) Le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire et l'adhésion au cadre de conformité de l'UA (AUCF) et à la politique de diligence voulue des Nations unies en matière de droits de l'homme (HRDDP).

f) Le cadre de la mission devrait être inspiré du plan de développement de la sécurité de la Somalie présenté par le GFS lors de la conférence sur la sécurité de la Somalie qui s'est tenue à New York (États-Unis) en décembre 2023

III. INTRODUCTION

6. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine, dans son Communiqué PSC/PR/COMM.1205 (2024), adopté à sa 1025^e réunion du 3 avril 2024, a demandé à la Commission de l'Union africaine (CUA) « d'entreprendre une planification globale et détaillée basée sur la situation sur le terrain, y compris l'évaluation des menaces, en consultation avec le gouvernement fédéral de Somalie, les pays contributeurs de troupes (PCT) de l'ATMIS et les Nations unies, et de faire rapport au Conseil avant la fin du mois d'avril 2024 ».

7. Conformément au communiqué susmentionné, la Commission de l'UA a déployé, du 24 au 30 avril 2024, une équipe en Somalie pour réaliser l'évaluation stratégique conjointe (JSA) demandée en vue d'une éventuelle opération de soutien à la paix post-ATMIS mandatée par l'UA en Somalie, en collaboration avec les représentants du Gouvernement fédéral de Somalie (GFS) et des Nations unies.

8. Le CPS a examiné la JSA à sa 1217^e réunion du 20 juin 2024 et, par le communiqué PSC/PR/COMM.1217 (2024), a demandé à la Commission de l'UA, en consultation avec ATMIS, le GFS et toutes les parties prenantes concernées, de soumettre, avant la fin du mois de juillet 2024, un concept d'opérations (CONOPS) qui propose le mandat et la configuration de la nouvelle mission, ainsi que des critères et un calendrier clairs en ce qui concerne le passage d'ATMIS à la nouvelle mission, ainsi que la durée de celle-ci. Dans le cadre de cet objectif, la Commission de l'UA a déployé une équipe en Somalie du 13 au 16 juillet 2024 afin de mener des concertations plus larges avec l'ensemble des parties prenantes.

IV. ÉVALUATION GLOBALE DE LA SITUATION EN SOMALIE ET ANALYSE CONNEXE

A. Paysage politique

9. Depuis le déploiement d'une mission de l'Union africaine en Somalie en 2007, le pays a entrepris des efforts en matière d'édification de l'État et de consolidation de la paix. Au nombre des initiatives clés figurent le processus de révision constitutionnelle, la finalisation de la mise en œuvre de l'architecture de sécurité nationale, l'élaboration d'un modèle électoral démocratique unifié et la réalisation de la réconciliation politique et sociale en vue de la mise en œuvre complète d'un système fédéral. Depuis l'élection du président Hassan Sheikh Mohamud en mai 2022, des progrès significatifs ont été accomplis dans ces domaines essentiels, notamment l'adhésion de la Somalie à la Communauté d'Afrique de l'Est, la levée de l'embargo sur les armes, son élection au Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2025-2026 et la finalisation du processus d'allègement de la dette.

10. Ces progrès ont été soutenus par le Conseil consultatif national (CCN) qui, depuis mai 2022, a permis d'améliorer les relations entre le Gouvernement fédéral de

Somalie (GFS) et les États membres fédéraux. Malgré quelques difficultés, le CCN a facilité des discussions alignées sur le programme de travail 2022-2026 du gouvernement fédéral de Somalie, qui privilégie la sécurité, la justice, la réconciliation, l'indépendance économique, le développement social et les relations internationales afin de protéger la souveraineté et l'unité de la Somalie. Ce processus inclusif vient appuyer l'engagement de la Somalie en faveur de la démocratisation, en préparant les élections « une personne, une voix » qui se tiendront en 2026.

11. Ces dernières années, avec le soutien de l'Union africaine, les administrations successives du GFS ont privilégié les questions nationales et renforcé les relations régionales et internationales. Malgré les progrès accomplis, des difficultés subsistent, notamment l'absence du Puntland aux réunions ordinaires du CCN et le différend non résolu concernant le protocole d'accord conclu entre l'État membre fédéral du Somaliland et l'Éthiopie.

12. Le GFS doit dialoguer avec les principales parties prenantes pour résoudre les divergences concernant les priorités nationales, finaliser la constitution et préparer les élections universelles de 2026. Le soutien continu de l'UA et des partenaires internationaux est essentiel pour relever ces défis. Les prochains mois seront déterminants pour la Somalie.

B. Paysage sécuritaire

13. Le paysage sécuritaire de la Somalie a connu une évolution remarquable depuis 2007 et ce, grâce aux efforts considérables déployés par les administrations successives du gouvernement fédéral de Somalie (FGS) pour renforcer la sécurité sur l'ensemble du territoire somalien. Avec cette l'évolution de la situation, l'Union africaine et les principaux partenaires régionaux et internationaux continuent à collaborer avec les Forces de sécurité somaliennes (SSF) dans d'une stratégie de lutte contre le terrorisme menée face à Al-Shabaab et à d'autres groupes extrémistes violents présents dans le pays. Malgré les avancées significatives réalisées, Al-Shabaab continue de représenter une menace importante dans le sud de la Somalie et au-delà des frontières. Le groupe reste un affilié clé d'Al-Qaida-Core et aurait établi des liens opérationnels avec des éléments de l'État islamique en Somalie dans le cadre de sa campagne de déstabilisation du pays.

14. La situation sécuritaire en Somalie reste relativement calme dans les zones où le GFS et l'ATMIS sont présents, mais imprévisible dans les vastes espaces non gouvernés de ce théâtre. Al-Shabaab continue d'utiliser des tactiques asymétriques, de mener des attaques complexes, de recourir aux engins explosifs improvisés (EEI), aux véhicules piégés, aux tirs indirects et aux drones pour surveiller les installations du GFS, les activités des FSS et de l'ATMIS. À court et à moyen terme, on estime qu'Al-Shabaab aura la capacité d'armer des drones disponibles sur le marché et de les déployer comme armes de choix contre les FSS et les troupes de l'ATMIS. L'État islamique en Somalie maintient toujours des cellules dormantes dans la zone d'opération et est surtout présent au Puntland. D'autres menaces pèsent sur les efforts déployés par la Somalie pour construire un État ; il s'agit notamment de la fragilité de l'État, de la piraterie, de la porosité des frontières, du changement climatique et des clivages sociaux.

15. Depuis 2022, le GFS a élaboré une nouvelle stratégie pour lutter contre Al-Shabab sur les plans militaire, financier et idéologique, tout en se préparant à assumer les responsabilités de l'ATMIS en matière de sécurité. Cet effort s'est traduit par la récupération de plus de 65 000 kilomètres carrés et par une nette amélioration de la sécurité à Mogadiscio. À cette fin, le GFS reconnaît que le soutien de l'ATMIS et des partenaires internationaux a contribué aux progrès accomplis. D'autre part, les Forces de sécurité somaliennes continuent à démontrer de plus en plus leur capacité à assurer

les responsabilités en matière de sécurité dans les BOA et les installations critiques qui leur sont transférées. Toutefois, cette situation pourrait se détériorer considérablement avec le retrait prévu de l'ATMIS le 31 décembre 2024. Le retrait de l'ATMIS aura pour effet de rendre les FSS peu nombreuses sur le terrain, ce qui se traduira par des effectifs réduits, une situation à laquelle il conviendrait de remédier par une mission de suivi avec l'appui des partenaires.

16. L'objectif stratégique d'Al-Shabaab reste le renversement du GFS et de ses États membres fédéraux (EMF). Il s'est positionné dans des endroits stratégiques de la Somalie, notamment à Galmudug, Mogadiscio, Jilib et le long des fleuves Juba et Shabelle, entre autres. Al-Shabaab est également en mesure d'utiliser ses zones d'influence pour procéder à l'extorsion et à l'intimidation des populations locales et pour faire de la propagande afin de contraindre le public à utiliser ses « tribunaux ». Pendant ce temps, l'État islamique en Somalie continue d'infiltrer tels le Puntland et situées le long du golfe d'Aden, profitant des vides sécuritaires et de gouvernance créés par l'absence d'autorité de l'État dans certaines zones.

17. En août 2022, les Forces de sécurité somaliennes (FSS) ont lancé une offensive majeure, avec le soutien de l'ATMIS, des partenaires internationaux clés et des communautés locales. Cette offensive a permis au GFS d'étendre son autorité étatique afin de mener des activités de stabilisation dans les zones récupérées dans les régions d'Hirshabelle et de Galmudug. Malgré ces avancées opérationnelles majeures, Al-Shabaab continue de faire preuve de résilience et d'adaptabilité dans la zone de responsabilité de l'ATMIS, et menace occasionnellement les principales routes d'approvisionnement.

V. PRINCIPALES HYPOTHÈSES

18. Les hypothèses suivantes ont été formulées dans le cadre de la planification :

- a) Le CPS de l'UA mandate le déploiement et le Conseil de sécurité des Nations unies entérine ensuite la décision du CPS en autorisant la mission ;
- b) Le GFS accepte d'accueillir la mission et de coopérer avec elle dans la mise en œuvre de son mandat.
- c) L'UA, les Nations unies et les partenaires internationaux concernés mobilisent les ressources et le soutien nécessaires.
- d) Appui financier et logistique suffisant et durable à la mission et aux Forces de sécurité somaliennes.
- e) Les pays contributeurs de troupes et de police mettent en place les capacités et les moyens nécessaires, y compris le déploiement de multiplicateurs et les moyens de renforcement de force en nombre suffisant conformément au paragraphe 5 de la résolution [2719\(2023\)](#) du Conseil de sécurité des Nations unies concernant le remboursement du matériel appartenant aux contingents, et conformément aux règles et réglementations de l'UA en la matière et à la pratique actuelle ; et
- f) Le GFS mobilise et fournit les ressources nécessaires et constitue les capacités et forces adéquates pour assumer les responsabilités en matière de sécurité.

VI. MANDAT

19. La mission doit, dans sa zone d'opération, « **contribuer à la création de conditions favorables à une stabilisation effective et à une paix en Somalie, en**

affaiblissant considérablement Al-Shabaab et d'autres groupes armés d'opposition et en accélérant le transfert de la responsabilité principale de la sécurité aux autorités somaliennes ».

20. De façon spécifique, la mission devrait :

a) Aider le Gouvernement fédéral de Somalie à poursuivre le processus de démantèlement d'Al-Shabaab, à assurer la sécurité et à privilégier la protection des civils en Somalie, dans le respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme ;

b) Aider à la stabilisation de la sécurité de la Somalie, en favorisant les priorités en matière d'édification de l'État et en assurant un transfert ordonné des responsabilités en matière de sécurité aux autorités somaliennes et à une force de sécurité aux capacités croissantes ;

c) Faciliter, dans la limite de ses capacités, les opérations humanitaires et l'acheminement de l'aide aux populations les plus touchées ; et

d) Protéger le personnel, les installations et les biens de l'UA et des Nations unies.

VII. DIRECTIVE POLITIQUE

21. Objectif politique. La mission de l'UA aidera le Gouvernement fédéral de Somalie à atteindre ses objectifs en matière de sécurité et de stabilisation et contribuera à ce qui suit :

a) Aider à renforcer l'autorité de l'État et soutenir les autorités nationales dans la protection des civils, le renforcement de la sécurité et de l'ordre public par la mise en œuvre de mesures appropriées et conformes aux principes et normes en matière de droits de l'homme et du droit international humanitaire ; et contribuer aux efforts de stabilisation du GFS.

VIII. ÉTAT FINAL STRATÉGIQUE

22. Les conditions de sécurité sont rétablies pour que la Somalie puisse exercer pleinement son autorité sur son territoire et assumer ses responsabilités en matière de protection de la population, des biens et des moyens de subsistance, répondre aux préoccupations nationales et régionales en matière de sécurité et permettre au GFS de continuer à mettre en œuvre ses programmes globaux de stabilisation et de développement..

IX. ÉTAT FINAL OPÉRATIONNEL

23. Al-Shabaab et les autres groupes armés d'opposition, considérablement affaiblis, ne constituent plus une menace pour la sécurité nationale de la Somalie et les conditions sont réunies pour permettre l'avènement d'une Somalie plus stable et plus souveraine, dont la responsabilité principale en matière de sécurité est assumée par les FSS.

24. Renforcement des capacités des forces de sécurité et des autres institutions de l'État, conformément à la stratégie de stabilisation nationale et fédérale et au plan de développement du secteur de la sécurité en Somalie.

X. STRATÉGIE DE SORTIE

25. Le SSDP définit un plan global pour le transfert des responsabilités en matière de sécurité et de stabilisation de la Somalie, avec pour objectif principal de permettre à la Somalie d'assumer pleinement la responsabilité de sa sécurité.

26. La stratégie de sortie de la mission est donc liée à la mise en œuvre réussie du SSDP et à la réalisation des objectifs de référence de la mission, en mettant l'accent sur le renforcement de la capacité des FSS à maintenir un environnement de sécurité durable dans le pays. La performance de la mission et sa stratégie de sortie seront donc basées sur des étapes progressives en ce qui concerne la capacité des FSS à assumer l'entière responsabilité de la sécurité en Somalie.

XI. TÂCHES MAJEURES

27. Les principales tâches de la mission seront les comme suit :

- a) Soutenir les FSS en employant les multiplicateurs et les moyens appropriés en matière de renforcement de forces ;
- b) Soutenir les FSS, dans la limite de leurs capacités, dans leurs opérations offensives contre Al-Shabaab ;
- c) Faciliter la mise en place et le renforcement d'opérations conjointes et de bases logistiques dans tous les secteurs afin de mener des opérations conjointes et indépendantes, ainsi que l'établissement de rapports et le suivi de la fourniture de services et du soutien logistique ;
- d) Appuyer la sélection, le recrutement, la formation, le conseil et l'encadrement de la Force de police somalienne (FPS), selon les besoins ;
- e) Tirer parti des capacités et du soutien des départements concernés de la Commission de l'UA et d'autres organes de l'UA, le cas échéant, et selon ce qui aura été décidé par le GFS et l'UA ;
- f) Soutenir les forces engagées par les PCT/PCP dans l'accomplissement de leur mandat conformément au droit international, y compris le droit international relatif aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, en ce qui concerne la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, conformément au Cadre de conformité de l'Union africaine, et coopérer avec les entités des Nations unies en Somalie à la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme pendant les phases de préparation, de conduite et de revue des opérations ;
- g) Soutenir la mise en place d'un passage sûr, d'un accès humanitaire et d'une assistance humanitaire aux populations vulnérables, notamment en protégeant le personnel et les biens humanitaires, le cas échéant ;
- h) Assurer le suivi des incidents et recevoir des rapports sur les allégations de violations du droit international relatif aux droits de l'homme, du droit international humanitaire, des normes de conduite et de discipline, mener des enquêtes et prendre les mesures correctives appropriées pour garantir la responsabilité.

XII. TÂCHES SPÉCIFIQUES AUX COMPOSANTES

28. Militaire : Il est prévu que les troupes de l'UA assument une série de rôles spécifiques dans le cadre de la mission, à savoir :

a) Soutenir les FSS, dans la limite de ses capacités, pour affaiblir Al-Shabaab en restreignant sa liberté de mouvement, en limitant son accès aux financements illicites.

b) Soutenir les FSS en mettant à leur disposition des capacités d'appui au combat, notamment en menant des opérations aériennes afin de parvenir à une supériorité aérienne dans les zones de responsabilité de la mission ;

c) Aider les FSS à assurer la sécurité des processus politiques à tous les niveaux ainsi que des programmes nationaux de stabilisation ;

d) Soutenir et aider les FSS afin qu'elle soit en mesure d'assumer l'entière responsabilité de la sécurité de la Somalie et qu'elle soit opérationnelle à cet effet ;

e) Soutenir la mise en place d'un dispositif de sécurité dans la capitale fédérale, les capitales des États membres fédéraux et les principaux centres de population convenus, dans la mesure du possible ;

f) Soutenir la sécurisation des installations clés et des infrastructures essentielles telles que les aéroports et les ports maritimes ;

g) Protéger, dans la limite de ses capacités, les civils faisant l'objet de menaces imminentes de violence physique ;

h) Protéger le personnel, les installations et les biens de l'UA et des Nations unies.

29. Police : Il est prévu que la police de l'UA assume une série de rôles spécifiques dans le cadre de la mission, à savoir :

a) Soutenir les FPS dans la gestion de l'ordre et de la sécurité publics, protéger les communautés et maintenir la sécurité intérieure ;

b) Soutenir la Force de police somalienne (FPS) dans la formulation de politiques, l'élaboration de programmes de formation et les formations spécialisées, l'organisation de formations sur le leadership et la gestion avec la FPS ;

c) Soutenir les efforts des FPS en matière de constitution de forces de police ;

d) Contribuer, dans la mesure de ses capacités, à la protection des civils ;

e) Soutenir, dans la mesure de ses capacités, les opérations humanitaires des agences accréditées par les Nations unies et l'Union africaine en fournissant une escorte ;

f) Protéger le personnel, les installations et les biens de l'UA et des Nations unies.

30. Civil : Il est prévu que le personnel civil de l'UA assume une série de rôles spécifiques dans le cadre de la mission, à savoir :

a) Assurer la coordination de la gestion et du leadership de la Mission ;

b) Sur les développements politiques et en faire rapport ;

c) Soutenir la mission dans l'élaboration de stratégies spécifiques à la mission, notamment en ce qui concerne la protection des civils et des enfants, et élaborer des programmes de formation pertinents en cours de mission sur le Cadre de conformité de l'UA à l'intention du personnel de la mission ;

d) Coordonner les services de la mission et des acteurs humanitaires en soutien au GFS afin de fournir une aide humanitaire d'urgence immédiate permettant de sauver des vies ;

e) Contribuer à assurer le respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme, y compris le Cadre de conformité de l'Union africaine et la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, ainsi que des normes internationales applicables en matière de conduite et de discipline ;

f) Suivre les allégations de violations du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme et prendre les mesures appropriées, notamment en matière d'atténuation, d'enquête, d'intervention et de réparation, le cas échéant ; et

g) Soutenir le GFS dans la mise en œuvre du SSDP, le cas échéant.

XIII. COMPOSITION ET STRUCTURE DE LA MISSION

31. Effectifs : L'effectif autorisé de la mission s'élève à près de 11 911 personnes, dont 85 civils, 11 146 militaires et 680 policiers, déployés dans 4 secteurs avec 14 bases d'opérations principales (MOB) et 9 bases d'opérations tactiques (TOB).

32. Secteurs Secteur I : Mogadiscio ; Secteur II : Kismayo ; Secteur III : Baidoa ; Secteur IV : Jowhar.

33. Les bases d'opérations principales et tactiques (MOB/TOB) sont réparties comme suit par secteur :

Secteur I : MOB 1 (FHQ de Mogadiscio, Mogadiscio (QG de secteur) ; MOB 2 (aéroport international Aden Adde de Mogadiscio, port maritime de Mogadiscio) ; MOB 3 (aérodrome de Baledogle), MOB 4 (aéroport de Barawe) TOB 1 (Aljazeera II) ; TOB 2 (Aljazeera III) ; TOB 3 (Port maritime de Barawe) ; TOB 4 (Arbiska).

Secteur II. MOB 5 (Kismayo : QG du secteur, capitale des EMF, nouvel aéroport de Kismayo) ; MOB 6 (port maritime de Kismayo). MOB 7 (Garbaharey) ; TOB 5 (Baardheere).

Secteur III. MOB 8 (Baidoa : QG de secteur ; aéroport de Baidoa) ; MOB 9 (Xudur) ; TOB 6 (Waajid) ; TOB 7 (Berdale) ; TOB 8 (Dinsoor)

Secteur IV : MOB 10 (Jowhar : QG du secteur ; Aéroport de Jowhar) ; MOB 11 (Mahaday) ; MOB 12 (Beletweyne) ; MOB 13 (Dhusamareeb) ; MOB 14 (Bulo Burto) ; TOB 9 (Xawadleey)

34. La disposition ci-dessus peut être révisée en fonction de la situation sécuritaire du moment.

XIV. CAPACITÉS

35. Les capacités définies dans le CONOPS de l'UA seront alignées sur les tâches. La répartition exacte sera déterminée en fonction des résultats de la phase de planification initiale.

36. Les forces de réaction rapide doivent rester agiles, mobiles et non centrées sur un secteur. Cela permettra au commandant de la force, en liaison avec les Centres de coordination des opérations conjointes (CCOC), de redéployer des troupes dans la zone de responsabilité en fonction des besoins et de la stabilisation de la situation en matière de sécurité.

37. La mission mènera des opérations de combat, y compris des opérations offensives, si nécessaire, dans les limites de ses capacités et conformément aux règles

du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme.

38. La mission disposera des unités spécialisées nécessaires pour répondre spécifiquement aux besoins en capacités essentielles pour assurer la sécurité des sites et installations stratégiques, l'appui aérien, y compris les frappes aériennes et l'appui aérien rapproché, l'approvisionnement logistique, le renseignement, surveillance et la reconnaissance à longue portée et les moyens d'action, des forces robustes (forces de réaction rapide) pour mener des opérations cinétiques, répondre aux menaces émergentes, et assurer une formation spécialisée en vue d'améliorer les capacités de combat et le mentorat des FSS.

39. Les détails spécifiques relatifs aux effectifs des composantes sont indiqués ci-dessous :

| <i>Composantes</i> | <i>Unités</i> | <i>Effectif</i> | <i>Observations</i> |
|------------------------|--|-----------------|------------------------------------|
| Militaire | Unités de combat | 8 877 | 8,5 Groupements tactiques |
| | Unités d'appui à la mission (MEU) | 416 | Fourniture de soutien au BANUS |
| | Forces de réaction rapide (QRF) | 800 | Terrestre et aérien |
| | Composante aérienne de la mission | 595 | Voir Tableau (2) |
| | Composant appui à l'aviation | 273 | Voir Tableau (2) |
| | Unités renseignement, surveillance et reconnaissance | 60 | Voir Tableau (2) |
| | Personnel de la mission et du QG de la force | 125 | Commandement et personnel |
| Total militaire | | 11 146 | |
| Police | Leadership police, FPU, IPO | 680 | Mogadiscio, Baidoa, Kismayo |
| Civil | Personnel international | 85 | Au MHQ et dans chaque QG de seteur |
| TOTAL | | 11911 | |

40. La mission disposera d'une structure de commandement et de contrôle claire, avec un quartier général de la force habilité à exercer un commandement opérationnel (OPCOM) efficace sur les forces afin d'assurer la cohérence stratégique de la mise en œuvre du mandat. Le commandant de la force devrait être sélectionné parmi les candidats des pays contributeurs de troupes opérant au sein de la mission, conformément aux règles et règlements de l'UA en matière de recrutement.

41. La mise en œuvre de la structure de la mission sera échelonnée de manière à permettre la transition sans porter atteinte aux acquis opérationnels et à l'efficacité de la Force. Les composantes d'appui administratif, financier et de gestion requises seront également intégrées dans la structure de la mission afin que le personnel de la mission et des FSS en opération et couvert par le dispositif d'appui dispose de ressources et d'une administration suffisantes pour s'acquitter efficacement de son mandat et de ses tâches. Elle comprend également la fourniture de l'appui nécessaire en matière de sûreté et de sécurité pour permettre la réalisation de la mission.

42. Outre les forces de combat terrestres, des moyens de renforcement et des multiplicateurs de force seront mis à disposition :

a) Appui aérien rapproché (AAR), forces aériennes de réaction rapide, évacuation des blessés et des malades (CASEVAC/MEDEVAC), escorte armée, reconnaissance aérienne, mobilité aérienne et insertion des troupes, entre autres ;

b) Capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) à longue portée et véhicules aériens tactiques sans pilote (UAV) pour couvrir l'ensemble de la zone de responsabilité ;

c) Des capacités renforcées pour lutter contre les engins explosifs improvisés (C-IED)

d) Unités d'appui à la mission (MEU) et capacités de génie de combat renforcées.

43. Les moyens requis sont comme suit :

| Unité | Sous-unité | Personnel Effectif | Hélicoptère d'attaque | Hélicoptère de transport | Moyens aériens | |
|--------------------------------------|------------|--------------------|-----------------------|--------------------------|---|-------------------------|
| | | | | | Renseignement, surveillance et reconnaissance, systèmes aériens sans pilote | Aéronef d'attaque léger |
| Appui aérien | ALPHA | 105 | 2 | 1 | 1 | 0 |
| | BRAVO | 105 | 2 | 1 | 1 | 0 |
| | CHARLIE | 105 | 2 | 1 | 1 | 0 |
| | DELTA | 105 | 2 | 1 | 1 | 0 |
| | ECHO | 105 | 2 | 1 | 1 | 0 |
| | FOX | 70 | 0 | 0 | 1 | 2 |
| Total 1 | | 595 | 10 | 5 | 6 | 2 |
| Appui à l'aviation | SIERRA | 273 | | | | |
| Systèmes aériens sans pilote | INDIA | 60 | | | | |
| Opérations spéciales aériennes (QRF) | QRF | 125 | | | | |
| Total 2 | | 458 | | | | |
| Total général | | 1 053 | | | | |

XV. CALENDRIERS

44. Lors de la Conférence sur la sécurité en Somalie de 2023, le calendrier relatif à la mise en place des FSS a été défini. Les FSS s'améliorent mais ne sont pas encore en mesure d'assurer de manière indépendante la sécurité des principaux centres de population, en particulier parallèlement aux opérations offensives menées contre Al Shabaab. Par conséquent, les opérations des FSS nécessiteront toujours un soutien logistique externe en attendant le développement d'une capacité souveraine, ce qui prendra, selon le SSDP, trois (3) à (cinq) 5 ans.

45. Le calendrier de la mission devrait refléter celui du SSDP afin d'assurer la substitution de capacité nécessaire qui atténuera le risque d'échec et la nécessité d'un soutien supplémentaire au-delà de la fin de la mission. La durée de la mission sera basée sur des conditions convenues avec des repères et des indicateurs clairs, et des mécanismes de contrôle des performances afin de garantir la responsabilité mutuelle et l'efficacité.

46. Les progrès accomplis en vue de la réalisation de l'état final doivent être contrôlés à l'aide de critères de référence, y compris par rapport à la mise en œuvre du SSDP, afin de s'assurer que la mission reste sur la bonne voie. Si l'on craint que les conditions de clôture de la mission ne soient pas réunies, il convient d'envisager le plus tôt possible une prolongation progressive de la mission. Si nécessaire, cela se fera à la demande du GFS.

XVI. PHASES DE LA MISSION

47. Phase 0 : Analyse, planification, préparation

a) Calendrier proposé : 1^{er} septembre 2024 – 31 décembre 2024.

b) **Objectif** : Un Centre d'opérations conjoint renforcé (Armée nationale somalienne avec la mission de l'UA et les partenaires internationaux si nécessaire) **COORDONNERA** les actions militaires dans l'ensemble de la zone de responsabilité. **ASSURERA LA LIAISON** entre toutes les parties en Somalie afin de garantir une plus grande cohérence. Préparer le début de la planification de mission détaillée pour les troupes

c) à réaffecter dans les lieux convenus et identifier toute capacité supplémentaire requise. **Plan de manœuvre** : Procéder à une planification conjointe. Suspendre la phase 3b du retrait de l'ATMIS en septembre 2024 en vue de fournir à la mission une capacité de planification pour le retrait éventuel de l'ATMIS le 31 décembre 2024 et le déploiement de la nouvelle mission le 1^{er} janvier 2025, afin de s'assurer qu'elle est orientée de manière appropriée vers les priorités opérationnelles telles qu'elles ont été définies.

d) **Objectif des efforts** : Soutenir le GFS dans l'élaboration de plans de campagne, de plans stratégiques et opérationnels convenus pour la mission, y compris les emplacements des capacités et les fonctions d'appui. Alignement des troupes de l'UA sur les principales bases d'opérations (MOB) et les bases d'opérations tactiques (TOB). Extension du centre d'opérations conjoint. Élaboration d'un plan de mission spécifique à la police, (re)configuration des forces, évaluation politique, cartographie des besoins humanitaires, cartographie de la situation des droits de l'homme et élaboration d'un plan de mission spécifique à la population civile.

48. Phase 1 : Réorientation, réalignement, implantation rapprochée

a) Calendrier proposé : 1^{er} janvier 2025 – 1^{er} juillet 2025.

b) **Objectif** : Alignement de toutes les troupes (UA, Armée nationale somalienne) sur la disposition de la mission pour permettre de continuer à assurer la sécurité et à soutenir les opérations en cours. Les FSS s'installeront sur un site proche des troupes de l'UA, conformément au cadre convenu.

c) **Plan de manœuvre** : Commencement de la Mission. Alignement des troupes sur le plan stratégique et opérationnel établi lors de la phase 0. Intégration de toutes les capacités supplémentaires nécessaires à l'accomplissement des tâches de la mission. Transfert des sites convenus aux FSS. Approche conjointe des opérations incluant toutes les activités des Forces armées nationales somaliennes, de l'UA et des

partenaires internationaux, y compris CIMIC, les opérations d'information, la compréhension de la situation des droits de l'homme. Poursuite des opérations offensives contre Al-Shabaab conformément au plan de campagne. Les Forces armées nationales somaliennes constituent des troupes supplémentaires pour combler le déficit de troupes opérationnelles.

d) **Objectif des efforts** : Reconfiguration des troupes pour le début de la mission. Sécurisation des installations clés et des infrastructures essentielles, suivi de la situation des droits de l'homme et des violations du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme, organisation de formations et d'activités de sensibilisation au sein de la mission, organisation de formations à l'intention du personnel de la mission sur le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme, ainsi que sur la conduite et la discipline.

49. Phase 2a : Sécurisation et stabilisation

a) **Calendrier proposé** : 1^{er} juillet 2025 – 31 décembre 2027.

b) **Objectif** : Sécuriser les sites stratégiques, y compris les infrastructures essentielles et les principaux centres habités.

c) **Plan de manœuvre** : L'UA maintient une présence dans les sites **MOB/TOB** afin de protéger les centres de population, les infrastructures essentielles et les installations clés. Les forces effectuent des patrouilles cadres pour assurer la sécurité et permettre le développement des structures de gouvernance et le fonctionnement des organisations humanitaires. Les secteurs doivent disposer de forces de réaction rapide.

d) **Objectif des efforts** : Assurer la sécurité dans les zones de responsabilité, protéger le personnel, les installations et les équipements des Nations unies et de l'Union africaine, soutenir les opérations humanitaires, organiser des formations pour l'Union africaine, notamment sur les questions de respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme. Coordination des activités en matière d'aide humanitaire et CIMIC

50. Phase 2b : Appui aux opérations offensives

a) **Calendrier proposé** : 1^{er} juillet 2025 – 31 décembre 2027.

b) **Objectif** : Appuyer les Forces armées nationales somaliennes dans la conduite d'opérations offensives.

c) **Plan de manœuvre** : L'UA fournit des capacités pour soutenir la mise en œuvre du plan de campagne dans le cadre de ses opérations contre Al-Shabaab.

d) **Objectif des efforts** : Fourniture de capacités offensives à l'appui des opérations offensives menées par les Forces armées nationales somaliennes contre Al-Shabaab. Formation de la FPS et appui à la constitution de police.

51. Phase 2c : Appui à l'activité d'entretien

a) **Calendrier proposé** : 1^{er} juillet 2025 – 31 décembre 2027.

b) **Objectif** : Permettre l'activité d'entretien dans toute la zone de responsabilité.

c) **Plan de manœuvre** : Entretien des principales routes d'approvisionnement dans toute la zone de responsabilité afin d'accompagner l'activité d'entretien de l'UA, du BANUS et des Forces armées nationales somaliennes, y compris par la route et par voie aériennes. Le commandement d'entretien des Forces armées nationales somaliennes (FANS), les forces de l'UA encadrent et conseillent progressivement les FANS, comme indiqué dans le SSDP.

d) **Objectif des efforts** : Fourniture d'appuis en matière d'entretien, tels que l'escorte de convois logistiques et l'encadrement de la capacité d'entretien des Forces armées nationales somaliennes. Réduction des effectifs et de l'empreinte des unités pour répondre aux nouvelles situations tactiques.

52. Phase 3 : Transition et retrait

a) **Calendrier proposé** : 1^{er} janvier 2028 – 31 décembre 2028.

b) **Objectif** : Continue to handover of security responsibilities to SSF for eventual drawdown and withdrawal of AU.

c) **Plan de manœuvre** : Les principales routes d'approvisionnement sont sécurisées et entretenues afin de contribuer à la création d'un environnement favorable au retrait efficace et progressif des biens. Poursuite de l'activité offensive des Forces armées nationales somaliennes soutenue par un nombre réduit de capacités de l'UA à mesure que les Forces armées nationales somaliennes développent des capacités améliorées, comme le prévoit le SSDP.

d) **Objectif des efforts** : Transfert réussi des MOB/TOBS et des responsabilités en matière de sécurité aux FSS et retrait du personnel de la mission de l'UA.

53. Phase 4 : Sortie :

a) **Calendrier proposé** : 1^{er} janvier 2029 – 31 décembre 2029.

b) **Objectif** : Retrait de tout le personnel restant et clôture de la mission.

c) **Plan de manœuvre** : Rapatriement de l'ensemble du personnel, de l'équipement et du matériel ; remise des biens convenus au GFS, établissement d'un rapport post-mission faisant état des enseignements tirés de l'expérience.

d) **Objectif des efforts** : Clôture de la mission.

XVII. ARCHITECTURE DE COMMANDEMENT, DE CONTRÔLE ET DE COORDINATION

54. Politique. Le mandat du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA prévoit que le Président de la Commission de l'UA, qui nommera un représentant spécial (SRCC), est investi de l'autorité opérationnelle de la mission. Le Représentant spécial du Président de la Commission fera également office de chef de la mission. Le Représentant spécial assume la responsabilité de la mise en œuvre du mandat de la Mission et exerce l'autorité de la Commission de l'UA pour diriger et gérer la Mission. Le Représentant spécial rend compte au Président par l'intermédiaire du Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité (CPAPS).

55. Stratégique. Le commandement au niveau stratégique relève de la responsabilité générale du Président, avec l'assistance du Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité (CPAPS), qui assure la planification stratégique, la supervision, la gestion, le suivi et l'établissement de rapports afin de veiller à ce que toutes les composantes de la Mission répondent aux exigences et atteignent les points de repère et les objectifs escomptés. Le Président nommera également un commandant de la force et un commissaire de police, dont les fonctions seront définies dans des directives spécifiques.

56. Opérationnel

a) La composante militaire de la Mission opérera sous le commandement central, le contrôle et l'autorité d'un commandant de la Force. Pour permettre

l'efficacité des opérations, tous les pays contributeurs de troupes acceptent officiellement que leurs contingents et unités respectifs soient placés sous le commandement opérationnel effectif (OPCOM) du commandant de la force.

b) La composante police de la Mission, composée d'unités de police constituées (FPU) et d'agents de police individuels (IPO), opérera sous le commandement central, le contrôle et l'autorité d'un commissaire de police.

57. Tactique. There will be a Sector commander with staff officers who will have tactical control (TACON) over the forces assigned to that sector. Le commandant de la force facilite la conduite d'opérations de combat conjointes/simultanées/coordonnées, si nécessaire et dans la limite des capacités de la mission. Sector forces shall comprise of contingent pledged from the contributing countries with the contingent commander having Tactical Command (TACOM).

XVIII. GESTION ET COORDINATION STRATÉGIQUE

58. Le Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité (PAPS) de la Commission de l'UA renforcera la gestion stratégique de la Mission par l'intermédiaire d'une équipe stratégique intégrée au sein du PAPS, sous la supervision du Directeur de la gestion des conflits.

59. L'équipe stratégique intégrée devrait également veiller à tirer parti des capacités d'autres missions/bureaux spécialisés de l'UA. Il s'agira d'assurer un soutien stratégique global et une coordination efficace en relation avec la Mission. L'équipe stratégique intégrée suivra et examinera régulièrement la mise en œuvre du mandat et des tâches de la mission, et facilitera la gestion stratégique et opérationnelle ainsi que les efforts de prise de décision et les actions requises qui seront dûment examinées par le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité et par le CPS de l'UA, le cas échéant.

60. De même, le Département PAPS collaborera avec les autres départements concernés de la Commission de l'UA ressources humaines et le recrutement, la gestion financière et la passation des marchés afin de s'assurer que les politiques, les processus et les procédures de l'UA sont mieux alignés et adaptés aux exigences spécifiques du contexte de la Mission en vue d'accélérer les processus et les procédures pour faciliter la gestion efficace de la mission et l'appui de la Commission, notamment en ce qui concerne les humaines et le recrutement, la gestion financière et la passation des marchés.

XIX. PROCESSUS OPÉRATIONNELS ET ADMINISTRATIFS

61. La direction de la mission est responsable de la gestion opérationnelle sur la base des politiques et procédures de l'UA et conformément aux exigences des réalités opérationnelles des OSP de l'UA. Cela permettra d'accélérer les processus et les procédures pour répondre à des besoins tels que le recrutement (en privilégiant les ressources humaines locales pour tirer parti des connaissances et des compétences locales), l'administration, le budget et le financement, la conformité et la responsabilité, la passation de marchés. Ces mesures devraient être prises en tenant compte du contexte de la Somalie et de la réalité sur le terrain, ce qui nécessite d'aligner les politiques et procédures actuelles de l'UA sur le contexte et les réalités propres à la mission en Somalie, ainsi que sur les exigences opérationnelles dans un environnement complexe et instable.

62. Dans ce contexte, les rapports quotidiens, hebdomadaires, mensuels, trimestriels et annuels de la Mission devraient être examinés par l'équipe stratégique intégrée du

quartier général afin de permettre un suivi, un établissement de rapports et une gestion efficaces, ainsi que le respect et la responsabilité de la Mission, conformément aux processus et procédures de l'UA et de la Mission, ainsi qu'au statut et au règlement du personnel.

XX. PRINCIPAUX CRITÈRES DE PERFORMANCE DE LA MISSION

63. Un projet de critères a été élaboré et devra être approuvé par toutes les parties au cours de la planification détaillée de la mission afin de responsabiliser ces dernières quant à leur rôle au sein de la mission et à la mise en œuvre du SSDP. Ces critères seront évalués tous les six mois par le GFS et l'UA.

XXI. APPUI À LA MISSION

64. La Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) est actuellement dans la phase finale du retrait de ses opérations en Somalie. D'ici au 31 décembre 2024, l'ATMIS devrait achever le processus et quitter officiellement la Somalie. La transition entre l'ATMIS et la nouvelle mission nécessite une planification méticuleuse afin d'éviter les lacunes en matière de sécurité et de soutien qui pourraient compromettre les acquis de l'ATMIS et de l'ancienne AMISOM. Les défis auxquels ATMIS et AMISOM ont été confrontés étaient dus au manque de financement prévisible, adéquat et durable et à l'insuffisance des multiplicateurs et catalyseurs de force. Pour y remédier, un concept de soutien logistique sera développé. Ce concept devra :

a) Prévoir un mécanisme de financement spécifique, par le biais des contributions statutaires des Nations unies conformément à la résolution [2719 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que d'autres sources de financement complémentaires, afin de garantir la stabilité financière de la mission, y compris en définissant les différentes catégories de soutien nécessaires aux opérations ;

b) Définir les différentes phases, en tirant les enseignements des différents modèles de soutien ;

c) Assurer un système logistique intégré afin de fournir un soutien flexible dans tous les secteurs de la nouvelle mission, à l'appui des opérations des composantes de la mission et des FSS.

65. Le concept de soutien logistique sera élaboré pendant la phase de planification de la mission.

XXII. DOCUMENTS SPÉCIFIQUES À LA MISSION

66. Les principaux documents spécifiques à la mission seront comme suit :

- a) Accord sur le statut de la mission (SOMA) ;
- b) État des besoins des unités (SUR) ;
- c) Protocole d'accord UA-PCT/PCP ;
- d) Protocole d'accord tripartite UA-Nations unies-PCT/PCP ;
- e) Lettre d'attribution tripartite UA-Nations unies-PCT/PCP ;
- f) Règles d'engagement (RoE) ;

- g) Directives sur l'utilisation de la Force (DUF) ;
- h) Stratégie de protection des civils spécifique à la mission.

ANNEXE A : POINTS DE RÉFÉRENCE

À affiner pendant la phase de planification détaillée

| <i>Ser</i> | <i>Domaine de référence</i> | <i>Indicateurs</i> | <i>Calendrier prévu</i> |
|------------|---|---|--|
| 1.01 | Transition pour la mission de suivi (Phase 0) | Réduction des effectifs en fonction de l’empreinte ajustée | Nombre de BOA transférées |
| | | Transfert des responsabilités en matière de sécurité des BOA de l’ATMIS à l’armée nationale somalienne/LSF/clôturé. | Transfert des BOA avant la nouvelle mission |
| | | Les FSS assument la responsabilité des zones libérées | |
| 2.01 | Planification stratégique et opérationnelle conjointe entre les forces de suivi de l’UA, les FSS et les partenaires internationaux. | Planification conjointe pour mettre en place un plan de campagne à long terme (5 ans) pour vaincre AS pendant la durée de la mission FoF, et identification ultérieure des priorités opérationnelles. | Mise en place dans les 6 premiers mois de la nouvelle mission. |
| | | Analyse annuelle du plan de campagne et réorientation des priorités opérationnelles en fonction de l’évolution de l’environnement sécuritaire. | L’UA-GFS-ONU effectueront une analyse bi-annuelle de la planification. |
| | | La planification de la phase 0 pour la réduction à 23/27 BOA est approuvée par toutes les parties, assortie d’un délai raisonnable et réalisable. | Une planification cohérente a lieu et toutes les parties sont d’accord sur les délais (y compris le BANUS Ies PI). |
| 3.01 | Les forces de suivi de l’UA appuient les opérations offensives en cours – Capacités | Relations et mécanismes de commandement et de contrôle convenus et acceptés par toutes les parties. | Nombre/pourcentage d’opérations conjointes, y compris le nombre de fois où un soutien a été demandé et fourni dans le cadre des paramètres de disponibilité opérationnelle convenus. |
| | | Soutien hélicoptère disponible (utilitaire). | Disponibilité/heures d’utilisation |
| | | Soutien hélicoptère disponible | Disponibilité/heures d’utilisation |

| <i>Ser</i> | <i>Domaine de référence</i> | <i>Indicateurs</i> | <i>Calendrier prévu</i> |
|------------|-----------------------------|--|---|
| | | Appui aux opérations en matière de renseignement, surveillance et reconnaissance. | Disponibilité/heures d'utilisation |
| | | Force d'intervention rapide (QRF) de la flotte aérienne nationale et forces d'intervention rapide du secteur mobile. | Délais de préparation/disponibilité/opérations ayant bénéficié d'un appui. |
| | | Aéronef d'attaque léger | Disponibilité/heures d'utilisation/Opérations ayant bénéficié d'un appui |
| | | MEU. | Capacité à appuyer les opérations en cours. |
| | | AS dégradée et dépourvu de FoM en Somalie. | Réduction de 80 % de l'activité des EMF ou secteur |
| | | Réduction de la menace de l'AS (et d'autres organisations d'insurgés) avec une réduction de la menace des attaques. | Réduction de 80 % du nombre d'attaques, du nombre de blessés, du nombre de décès, etc. |
| | | Liberté de mouvement des FSS le long des principales routes d'approvisionnement | Réduction de 80 % des attaques et des incidents liés aux engins explosifs improvisés sur les principales routes d'approvisionnement entre Mogadiscio et les capitales des États. |
| | | Élaboration d'une stratégie de communication efficace pour contrer le discours d'al Shabab. | Niveau d'activité des Forces armées nationales somaliennes/réponse/population touchée/mesure de la perception de Force de suivi de l'UA et des Forces armées nationales somaliennes par la population en général. |
| | | La Force de suivi de l'UA capable de se déployer pour mener une action offensive indépendante contre l'AS dans la zone de responsabilité par le biais de mécanismes de commandement et de contrôle convenus. | Toutes les opérations se déroulant sous un commandement et un contrôle convenus et dans une zone de responsabilité convenue. |

| <i>Ser</i> | <i>Domaine de référence</i> | <i>Indicateurs</i> | <i>Calendrier prévu</i> |
|------------|--|--|---|
| 4.01 | Activités de soutien visant à répondre à la menace posée par Al-Shabaab | Plan de perturbation financière finalisé et mis en œuvre pour avoir un impact sur le financement de l'AS. | Plan de perturbation mis en œuvre – niveau d'impact sur le financement de l'AS. |
| | | Mise en œuvre de la stratégie nationale de stabilisation, y compris l'avancement d'un ensemble de mesures flexibles de relèvement et d'engagement des communautés pour soutenir les opérations. | Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation. |
| | | Mise en œuvre de la stratégie nationale de stabilisation, y compris l'avancement d'un ensemble de mesures flexibles de relèvement et d'engagement des communautés. | Mise en œuvre par rapport à des critères de référence dans la SNS. |
| | | Révision et mise en œuvre du programme de réintégration des déserteurs afin d'augmenter le nombre de désertions au sein de l'AS. | Nombre de déserteurs de l'AS, réintégration d'AS dans la société. |
| | | Mise en œuvre de la feuille de route relative à une loi d'amnistie inclusive et respectueuse des droits de l'homme pour les anciens combattants d'AS. | Feuille de route mise en œuvre et approuvée par les organisations humanitaires internationales. |
| 5.01 | Développement des Forces armées nationales somaliennes et de la Force de police somalienne | Conformément au Livre blanc sur la défense et le développement des Forces armées nationales somaliennes. | Par rapport à la structure « Maintenant/suivant/plus tard » (Now/next/later). |
| | | Forces armées nationales somaliennes (FANS) – Développement d'infrastructures de formation détenues et gérées par les Somaliens, capables de générer elles-mêmes du personnel sans avoir recours à des partenaires extérieurs. | Conformément au SSDP et aux orientations TRADOC ultérieures des FANS |

| <i>Ser</i> | <i>Domaine de référence</i> | <i>Indicateurs</i> | <i>Calendrier prévu</i> |
|------------|-----------------------------|--|---|
| | | Les FANS sont équipées, conformément au Livre blanc sur la défense, de manière à pouvoir défendre tous les grands centres de population et les principales routes d'approvisionnement. | Effectifs des FANS (pourcentage de personnel par rapport à l'effectif de 35 000) |
| | | Élaboration d'une politique unique pour ramener les effectifs au niveau voulu et adoption d'un projet de loi sur les pensions et les gratifications. | Libération des soldats non opérationnels des FANS. |
| | | Les FANSA ont été restructurées en fonction de la structure du Livre blanc sur la défense, avec la création de quatre nouveaux commandements conformément aux objectifs du GFS. | Établissement et production de résultats à pleine capacité opérationnelle tel que défini dans les critères de référence pour chaque commandement. |
| | | Implantation rapprochée des FSS et les Forces de suivi de l'UA afin d'assurer une transition sans heurts à l'étape finale. | Transfert des responsabilités en matière de sécurité aux FSS pleinement réalisée |
| | | Les structures de gouvernance mises en place et fonctionnelles. | Les comités exécutifs, les groupes de pilotage et les groupes de travail fonctionnent tous efficacement avec la participation de tous. |
| | | Capacité logistique effective développée. | Les FANS ont la capacité d'approvisionner les points de distribution dans tous les secteurs. |
| | | Toutes les activités sont conformes au droit international humanitaire et au droit international relatif aux droits de l'homme, les civils sont protégés et les risques sont atténués. | Une formation efficace a été dispensée à l'ensemble du personnel et contrôlée par des partenaires indépendants, sans qu'aucun cas de manquement n'ait été enregistré. |
| | | La force de police somalienne est développée conformément au SSDP et au livre blanc. | Nombre de policiers formés, équipés et efficaces. |

| <i>Ser</i> | <i>Domaine de référence</i> | <i>Indicateurs</i> | <i>Calendrier prévu</i> |
|------------|--|---|--|
| | | La force de police somalienne est en mesure de s'acquitter de ses responsabilités en matière de sécurité dans les zones qu'elle est chargée de contrôler | Couverture nationale par la FPS |
| 6.01 | Renforcement du soutien logistique et de l'appui aux Forces armées nationales somaliennes et à la force de suivi de l'UA | Mécanismes en place pour soutenir l'ensemble de la force de suivi de la mission de l'UA et les FANS. Capacité à répondre aux besoins humanitaires en cas de catastrophe. | Soutien fourni par l'intermédiaire du BANUS/AU/FANS J4 – nombre de magasins approvisionnés. Toutes les natures sont livrées, y compris le WAM. Niveau de flexibilité et de redondance des capacités logistiques pour répondre aux situations d'urgence. |
| 7.01 | Gestion de l'après-mission | Remise ou rapatriement délibéré du personnel, des équipements et des infrastructures. | Mission achevée avec succès et s'est retirée de la Somalie, ou a fait l'objet d'accords nationaux ultérieurs. |